

CONSEIL DÉPARTEMENTAL

Extrait des délibérations de la séance du 30 septembre 2021

Sous la présidence de M. Stéphane Troussel

ÉTAIENT PRESENTS :

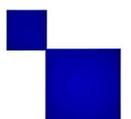
M. Troussel, M. Guiraud, Mme Labbé, Mme Azoug, M. Bedreddine, Mme Youssef, Mme Dellac, M. Blanchet, M. Duprey, Mme Laroche, M. Monot, Mme Denis, M. Sadi, Mme Filhol, Mme Saïd-Anzum, Mme Girardet, M. Molossi, Mme Lecroq, M. Cranoly, Mme Maroun, M. Martin P-Y, Mme Pietri, M. Bluteau, Mme Paul, M. Monany, Mme Choulet, M. Martin S., Mme Ségura, M. Chabani, Mme Lagarde, M. Fourcade, Mme Capanema, M. Laporte, Mme Chaumillon, M. Cannarozzo, Mme Pierre

ÉTAIENT EXCUSES :

M. Bouamrane donnant pouvoir à M. Troussel
M. Constant donnant pouvoir à M. Duprey
Mme Thibault donnant pouvoir à M. Molossi
M. Taïbi donnant pouvoir à Mme Capanema
M. Dallier donnant pouvoir à Mme Pietri

ÉTAIENT ABSENTS :

Mme Franclet



Délibération n° 2021-IX-40 du 30 septembre 2021

CANDIDATURE DU DÉPARTEMENT DE LA SEINE-SAINT-DENIS À L'EXPÉRIMENTATION DE LA RECENTRALISATION DU FINANCEMENT DU RSA À COMPTER DU 1^{ER} JANVIER 2022.

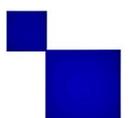
Le conseil départemental,

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu le rapport de son président,

Les première et troisième commissions consultées,

après en avoir délibéré,



- APPROUVE la candidature du Département de la Seine-Saint-Denis à l'expérimentation de la recentralisation du financement du RSA à compter du 1^{er} janvier 2022.

Pour le président du conseil départemental
et par délégation,

Se sont prononcés pour :

M. Troussel, M. Guiraud, Mme Labbé, M. Bouamrane, Mme Azoug, M. Bedreddine, Mme Youssouf, M. Constant, Mme Dellac, M. Blanchet, Mme Thibault, M. Duprey, Mme Laroche, M. Monot, Mme Denis, M. Sadi, Mme Filhol, M. Taïbi, Mme Saïd-Anzum, Mme Girardet, M. Molossi, M. Dallier, Mme Lecroq, M. Cranoly, Mme Maroun, M. Martin P-Y, Mme Pietri, M. Bluteau, Mme Paul, M. Monany, Mme Choulet, M. Martin S., Mme Ségura, M. Chabani, Mme Lagarde, M. Fourcade, Mme Capanema, M. Laporte, Mme Chaumillon, M. Cannarozzo, Mme Pierre

Adopté à l'unanimité : ✓	Adopté à la majorité :	Voix contre : 0	Abstention(s) : 0
Date d'affichage du présent acte, le		Date de notification du présent acte, le	Certifie que le présent acte est devenu exécutoire le

Le présent acte peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montreuil dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou publication.